



Dans le Tarn, des milices fascisantes au service des notables locaux et de l'ordre dominant

témoignage collectif d'occupants et de sympathisants
de la ZAD du Testet

- Version du 8 mai 2015 -

Contexte

Depuis le 1er février 2015, les tarnais voient se répandre dans leur département un climat de tension et de peur inédits. Une petite clique de nervi soutenus en haut lieu tente de terroriser toutes les personnes sympathisantes de la lutte contre le barrage de Sivens, sous les yeux des gendarmes, souvent complaisants et presque toujours passifs. Pourquoi ? Dans le but de permettre au conseil général PS et à la CACG (Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne) de réaliser leur maître ouvrage hydraulique sur le Tescou, dans la forêt de Sivens. La préfecture se dit dépassée et incapable d'assurer la sécurité des militants - malgré les centaines de gendarmes mobiles présents - autrement qu'en interdisant tout rassemblement dans l'espace public. Le climat de terreur créé et entretenu par des milices organisées sert de prétexte pour réprimer davantage les opposants au barrage.

Ce texte a pour but de mettre en lumière l'enchaînement des événements qui ont engendré cette situation. S'il se veut descriptif plutôt qu'analytique, il ne vise pas l'exhaustivité tant les exactions des "pro" ont été nombreuses. Il a également pour but de dénoncer les complicités - les complots du pouvoir? - aux échelles locale et nationale.

S'il s'adresse en premier lieu aux tarnais qui souhaitent entendre un autre son de cloche que celui de la *Dépêche du Midi* concernant les événements qui sont survenus en marge de la gestion « officielle » de l'affaire Sivens, il a également pour but d'être un outil pour les différentes Zones A Défendre et autres luttes territoriales utilisant l'occupation, afin de tirer les enseignements de la redoutable efficacité des méthodes adverses qui ont mis en échec, durant un temps, le mouvement d'opposition au barrage de Sivens.

La constitution d'une frange armée violente, bénéficiant de complicités bien placées, au service de la construction du barrage de Sivens n'est pas un fait nouveau. Des responsables de l'AVET (Association Vie Eau Tescou) ont depuis le début de l'occupation, tenté plusieurs fois d'intimider et de provoquer les occupants sur site, sans succès. La FDSEA (Fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles) du Tarn, au cours de l'automne 2013 avait déjà publiquement justifié les méthodes brutales employées contre les occupants dans sa presse en les qualifiant de "terroristes" et en prévenant qu'elle mobiliserait ses adhérents sur site pour protéger le chantier. Un commando d'individus cagoulés – dont un agriculteur Lislois, Laurent Viatgé, qui fait partie des 19 futurs éventuels bénéficiaires du projet de barrage – avait déjà attaqué la Métairie Neuve (ferme désaffectée, propriété du Conseil Général (CG) du Tarn qui fut la première base de l'occupation) le 23 janvier 2014, bousculant et intimidant deux jeunes femmes présentes. La ferme avait été saccagée : portes, volets, fenêtres et installation solaire photovoltaïque brisées à la hache. Pour parfaire le saccage, un puissant répulsif à gibier était répandu sur les affaires des occupants et sur les murs, rendant le lieu inhabitable plusieurs semaines. Le père de Laurent Viatgé aurait longtemps milité au SAC (Service d'Action Civique), mouvement d'extrême droite dissous de longue date, de quoi sans doute donner des idées au fiston. Le 27 février 2014 déjà, la préfecture avait collaboré avec un autre des 19 agriculteurs bénéficiaires du projet de barrage pour expulser une première fois la ZAD : Stéphane Lamberto au volant de son tracteur avait aidé à cette opération en s'en prenant notamment aux caravanes des occupants.

L'élection d'une municipalité ouvertement pro-barrage à Lisle-sur-Tarn, commune sur laquelle se situe le projet, puis le début des travaux en septembre 2014 ont aggravé la propagande et l'action contre les nouveaux habitants de la vallée. Nommée adjointe de Marilyne Lherm (maire qui cumule son mandat avec celui de conseiller général et avait voté au CG pour le barrage), Pascale Puibasset (secrétaire de l'AVET, compagne d'un autre des hypothétiques bénéficiaires) prend le dossier Sivens en charge et commence à répandre la calomnie. Elle fait notamment le tour des habitations voisines de la ZAD pour monter les paysans et riverains contre les occupants. Apparaît dès lors la thèse du conflit entre occupants et riverains qui est abondamment relayée par le Conseil Général du Tarn et les médias de masse, la Dépêche du Midi en tête. L'ampleur de ce soi disant conflit est largement exagérée, et les membres de l'AVET n'ont de cesse de mettre de l'huile sur le feu empêchant toute entente. Diverses rumeurs sont lancées dont la fameuse histoire du chien de Mme Maurel que les occupants lui auraient ramené mort pour l'intimider (racontée en séance du CG). Plus tard, la principale intéressée démentira ce ragot dans le Canard Enchaîné.

L'intensité des affrontements sur zone en septembre 2014 – opposant les occupants et la gendarmerie, notamment le PSIG (Peloton Spécial

d'intervention de la Gendarmerie) local – est également instrumentalisée pour laisser croire que les occupants agressent et terrorisent les riverains. Pourtant, aucune violence de ce type contre le voisinage n'a jamais eu lieu. Mr Maurel, dont la maison familiale est située en plein cœur de la ZAD, a d'ailleurs pu aller et venir sur le site durant tout l'hiver 2014-2015 comme bon lui semblait, et ce malgré des désaccords évidents et des discussions souvent franches. Divers blogs sont créés, reprenant les thèses de l'AVET et appelant clairement au meurtre: par exemple “un bobo tué, une cartouche offerte” sur la page Facebook “Antibobos du barrage + chômeurs”.

Dans la nuit du 12 au 13 septembre 2014, un guet-apens est organisé par les pro-barrages suite à une accusation mensongère selon laquelle les volatiles d'une exploitation voisine auraient été libérés par les “zadistes”. Suite à une fausse information concernant une attaque sur la ZAD, des occupants venant à la rescousse se font bloquer à la ferme des faisans. 50 pro sont présents, dont certains figuraient déjà dans le commando de la Métairie. Ils attaquent les occupants avec des cailloux, cocktails molotovs et les aspergent de bombe au poivre. Un des 13 occupants présents se fait tabasser par les pro, puis arrêter par le PSIG qui a assisté au passage à tabac sans même relever l'identité des agresseurs. Les 12 autres militants sont traqués toute la nuit dans la forêt par les pro en quad ou avec leur chien de chasse. L'agression déclenche beaucoup de réactions. En particulier, le maire d'un village proche intervient comme médiateur et organise une rencontre entre quatre occupants et quatre agriculteurs pour dégonfler les tensions. Les agriculteurs concernés admettent que c'est allé trop loin et la tension redescend. Ultérieurement, l'enquête de gendarmerie disculpera les occupants.

Mais après le week-end des 25 et 26 octobre, les rumeurs reprennent de plus belle. Aucune légende inventée de toute pièce pour alimenter les fantasmes et manipuler les esprits n'est trop outrancière ; on entend par exemple que des pièges à loup auraient été cachés dans la forêt, des corps humains ou des fœtus enterrés dans les fossés. Toutes ces rumeurs sont relayées par la mairie de Lisle-sur-Tarn auprès des habitants et en hautes sphères puisque la mairesse qui n'hésite pas à se faire passer pour la porte-parole de la population, proche du terrain, va colporter ces mensonges jusqu'au cabinet de Ségolène Royal.

La milice refait parler d'elle en décembre 2014, lorsque le nombre d'occupants diminue : s'il y avait une centaine d'occupants après la manifestation de réoccupation du 25 octobre, il en reste une quarantaine en cette fin d'année. Les tentatives d'intimidation reprennent aux abords de la zone. Le 1er décembre, la voiture d'une opposante au barrage accompagnée

de son enfant de 3 ans 1/2 est immobilisée vers Gaillac suite à un contrôle de gendarmerie. La jeune femme partie téléphoner voit sa voiture saccagée par la vingtaine de pro présents. Le siège auto de l'enfant est souillé par de l'urine. Loin d'être neutralisés par les gendarmes, les pro assaillent un autre véhicule venu chercher la conductrice du premier. A la fin du mois, des dessins de pendus et des menaces de mort fleurissent sur les routes d'accès à la ZAD : « J-9 avant battue aux pelluts = chevreuils », « Dégage sinon t mort ».

Suite au rapport des experts mandatés par le ministère de l'Ecologie qui accable le projet initial, les milices - et la FNSEA et le CG - changent de discours pour se concentrer sur le besoin d'expulser la zone au nom du respect de la loi. Philippe Bardy de la FDSEA du Tarn déclare par exemple lors de la manifestation républicaine organisée à Albi mi-novembre: "Ce ne sera pas la manifestation des pro-barrage contre les écologistes, mais celle du ras-le bol contre les 'zadistes', des mercenaires venus de partout, qui utilisent la violence contre un projet qui a suivi un processus démocratique", et Philippe Jouglas, président de la FDSEA 81, d'annoncer dans le Paysan Tarnais que la Fédé n'hésitera pas envoyer ses troupes pour expulser manu militari les occupants. D'un combat pour le barrage, on passe à un combat contre les occupants. Ceux-ci sont alternativement qualifiés de *zadistes*, *pelluts* (=chevelus en occitan), *étrangers*, *parasites*, *terroristes* etc. Les pouvoirs publics - Ségolène Royal en particulier qui demande au CG de prendre une décision avant toute expulsion - sont accusés de laxisme. La préfecture, sous pression, va jusqu'à rencontrer une délégation des occupants, pour réfléchir à un « retour à la normale de manière concertée », et tenter de les convaincre que la situation va devenir ingérable s'ils ne partent pas... Déjà, le préfet avait garanti qu'il n'était pas envisageable d'utiliser la force pour tempérer les velléités des agriculteurs - ou des miliciens qui se font passer pour des agriculteurs. Il sous-entendait ainsi qu'à l'inverse, utiliser les armes à l'encontre d'un mouvement social hétéroclite composé de beaucoup de jeunes était moins problématique.

Le 1^{er} février 2015, l'AVET organise le blocus de la ZAD pour empêcher la réunion hebdomadaire du collectif Tant qu'il y aura des bouilles (TQYB). Plusieurs routes qui ne mènent pas uniquement à la ZAD sont bloquées (dont le croisement de la D32 et de la D132). A cette intersection, les pro menacent les militants et plaisantent avec les gendarmes concernant la légalité de ce blocage. Les membres de TQYB décident de se replier sur Gaillac pour se réunir. Plusieurs groupes d'individus voulant en découdre suivent le convoi. Une première échauffourée a lieu devant le domicile d'une militante. Elle est causée par des individus armés de battes de base-ball – un outil peu courant dans les fermes – qui laissent derrière eux des autocollants du MAS (Mouvement d'Action Sociale), mouvement groupusculaire d'extrême droite. Ces gens défoncent plusieurs véhicules, dont la camionnette d'un agriculteur, maire d'une commune du Sud du Tarn, et membre... de la FDSEA 81. A la recherche d'un "zadiste" qui aurait agressé un passant à l'arme blanche (on

découvrira plus tard que “le passant” Cédric Baciecko - qui aura droit à une tribune d’une page dans La Dépêche - est un militant notoire d’extrême droite), des gendarmes insistent longuement à la sonnette de l’appartement où se rassemblent 30 membres du collectif TQYB. Armés, ils pénètrent dans l’immeuble, montent au 2e étage et exigent de rentrer dans l’appartement, ce que les militants refusent car aucun mandat n’est produit. Un jeune gendarme tente d’arracher le téléphone d’un opposant qui filme, un ami s’interpose entre eux et se fait menacer d’un pistolet électrique pointé à 50 cm du visage. Les militants choqués décident de se rendre à la gendarmerie pour demander des explications et déposer une plainte groupée. Refus de communiquer et impossibilité de rentrer groupés. Seules les personnes qui ont subi des dégradations de leurs véhicules peuvent entrer. Un autre commando de pro-barrage attaque alors devant la gendarmerie. Toujours armés de battes, les miliciens se distinguent cette fois par leur uniforme : un brassard orange et un pull-over sérigraphié « Brigade anti-pellut, soutien aux gendarmes de Sivens ». Les gendarmes ne sortent pas malgré les appels. Lorsqu’ils finissent par arriver, ils s’en prennent aux sympathisants de la lutte et fraternisent avec les pro-barrage. Ils les laissent repartir sans contrôle d’identité, tout se passant comme s’ils savaient pertinemment à qui ils avaient à faire. Ce jour là, la mairesse de Lisle-sur-Tarn, Maryline Lherm, en campagne électorale avant les élections départementales, est présente sur le blocage et son adjointe Pascale Puibasset harangue les foules pro-barrage. Ce même jour également, J.M. Le Pen sans que l’on en sache les motifs, déjeune dans un restaurant à proximité de la ZAD.

Dimanche suivant, le 8 février, re-belote ! Les pro-barrage assiègent la ZAD. Mais cette fois, la préfecture a choisi d’éviter les confrontations. Pour se rendre sur le site, les membres du collectif TQYB traversent groupés par des sentiers forestiers et peuvent donc se réunir. Sauf un retardataire, qui se fait pourchasser sur la route par un groupe mené par Bernard Durrieu (compagnon de Pascale Puibasset et fameux maraîcher bio pro-barrage futur bénéficiaire potentiel du projet mis en avant dans La Dépêche, président de l’AVET). Le voyant en danger, une voisine de la ZAD prend ce militant dans sa voiture - on remarque que tous les riverains ne sont donc pas farouchement hostiles aux occupants. Les nervis retournent le véhicule dans le champ voisin avec ses occupants à l’intérieur. La presse, qui avait jusque-là docilement appuyé la thèse des riverains excédés, fait mine de se poser des questions et relaie les inquiétudes de la Ligue des Droits de l’Homme. Par la suite, la plainte déposée concernant cette agression peu banale sera classée sans suite.

Si des complicités ponctuelles entre les forces de l’ordre et les pro-barrage étaient déjà avérées¹, celles-ci vont se banaliser durant la semaine

¹ Dès le 4 février, l’existence de collusions entre les milices et la gendarmerie de Gaillac est confirmée par des sources anonymes émanant des services centraux de la gendarmerie à Paris.

conduisant à l'expulsion de la ZAD du lundi 2 au dimanche 8 mars 2015. La stratégie du harcèlement et de la peur va faire son retour, avec cette fois la couverture officielle de la FNSEA, la préfecture ayant accepté la demande du syndicat de manifestations permanentes, jours et nuits, autour du site de Sivens.

Le lundi 2 mars, le blocus de la ZAD organisé par la FDSEA et les JA du Tarn se met en place. Une centaine d'agriculteurs assiège le site. Ce jour, les gendarmes contiennent les assauts des pro-barrage. Armés de bâtons, ils déclarent ouvertement à travers leur représentant Philippe Jouglas, le président de la Fédé du Tarn, vouloir « affamer » les occupants pour les déloger du site. Les pro peuvent aller et venir librement autour de la forêt de Sivens alors que les sympathisants des occupants sont systématiquement refoulés par les barrages de gendarmes mobiles. Se sentant frustrés et impuissants, les opposants locaux au barrage se réunissent clandestinement le soir dans une ferme amie pour discuter de la situation, réfléchir à des actions et s'organiser - ce rendez-vous sera maintenu tous les jours de la semaine jusqu'à l'expulsion. La Dépêche du Midi relaiera cette première journée de siège le lendemain en des termes élogieux allant jusqu'à faire la promotion des produits du terroir défendus par les paysans – vin rouge de Gaillac et Roquefort – l'opération médiatique a tout d'un succès pour les pros !

Mardi 3 mars, l'image savamment construite par les médias – le bon agriculteur du cru protégé des assauts des violents « zadistes » par les valeureux gendarmes – est à nouveau contredite par les faits. Plusieurs dizaines de pro-barrage lancent un assaut sur la ZAD, les gendarmes mobiles ne les contiennent pas, ils ont l'air dépassés. Cette fois, les pros ne sont pas seulement armés de bâtons mais aussi de tronçonneuses et de pistolets tirant des fusées de détresse. Ils ne s'arrêtent plus à l'intimidation : ils visent la tête. Les affrontements causent un blessé à la main parmi les pro – Stéphane Lamberto, un autre des 19 supposés bénéficiaires du projet de barrage – et deux blessés chez les occupants, dont une plaie ouverte à la tête. Par la suite, la presse ne mentionnera que la blessure de l'agriculteur, en réalité causée par son ami. De même, la préfecture démentira l'existence de scènes de guérilla dans la forêt de Sivens : il existerait des tensions mais celles-ci seraient canalisées par les GM.

En parallèle, les soutiens locaux de la ZAD et des occupants ne pouvant pas rentrer sur zone, se réunissent pour un pique-nique sur un parking proche d'une zone commerciale à Gaillac. Rapidement, et malgré la confidentialité de l'information concernant le lieu de rendez-vous, deux fourgons de GM viennent les surveiller. Le plan A est mis en œuvre : tenter d'aller soutenir les occupants sur la ZAD. Le convoi, sous escorte, est bloqué par les gendarmes non loin du site de Sivens au rond-point de Ste Cécile d'Avès. Pas moyen de passer. Pas de tergiversation, plan B: départ vers la Chambre d'Agriculture

du Tarn à Albi. Cette fois, les gendarmes ont un temps de retard et assistent médusés au nouveau départ, au compte-goutte, des véhicules du convoi. Il s'agit d'aller calmement interpellier le syndicat agricole majoritaire quand à ses méthodes de pression indignes et barbares pour une institution se réclamant démocratique. Une trentaine de militants majoritairement tarnais – paysans, enfants, retraités, “zadistes”, ouvriers agricoles, étudiants etc. - rentre dans le calme dans le hall de la Chambre d'Agriculture. Des discussions franches mais non violentes commencent avec la directrice et des salariés de la Chambre. Techniques d'irrigation, importance des zones humides, maïsiculture, financement du projet de Sivens etc. les échanges variés se font à bâtons rompus. Des militants s'assoient au sol derrière des panneaux «STOP AU BLOCUS». Des affiches sont collées sur les murs et les écrans « JE \$UI\$ XAVIER BEULIN », « FNSEA, MILICES, RÉSISTANCE », « Quand on rêve ensemble, ça devient la réalité » etc. Les pesticides semblent être un sujet particulièrement tabou : la directrice s'emporte lorsqu'une affiche « Agriculture toxique » est collée à côté du programme d'une journée de formation sur l'optimisation de l'utilisation des produits phytos. Elle déchire l'affiche de rage et peste. Des slogans « la fin des paysans, vive les technocrates » écrits à la craie fleurissent sur les briques des murs et sont aussitôt effacés. Au bout d'une ½ heure environ, la police d'Albi arrive, les militants signalent qu'ils ne sont pas animés de mauvaises intentions : ils ne veulent ni dégrader les locaux ni provoquer des affrontements. Si la tension a monté d'un cran, les débats continuent par petits groupes sans altercations. Le ton change brusquement lorsqu'un petit groupe d'agriculteurs rejoint les rangs des salariés de la Chambre d'Agriculture. Certains sont très agressifs et leurs propos véhiculent la haine et le rejet de l'autre : « Sale négresse », « Je vais t'écraser, je vais t'écraser », « T'es pas d'ici toi, que ce sera bien lorsque vous serez partis ». Plus moyen de discuter, même les paysans tarnais hostiles au barrage n'arrivent pas à se faire écouter. Les exploitants agricoles échaudés ne font pas dans la dentelle : l'un d'eux essaie de détruire une caméra en la projetant au sol. Dépassés par le cours des événements, les policiers tentent d'expulser les militants pacifiques. Pour eux, c'est le monde à l'envers ! Ils résistent symboliquement. Dans la pagaille ambiante, des agriculteurs envoient quelques marrons. Des militants – et un policier – se font gazer en pleine face par une bombe lacrymogène, ils se dispersent à l'extérieur du bâtiment pour se soigner avec du sérum physiologique, avant de se regrouper. Un policier vient s'excuser pour cet « accident ». Plusieurs membres de la BAC menacent des militants : « viens, viens, donne-moi l'occasion de te casser la gueule, vas-y ! ». De façon surprenante, tous les policiers sauf un – soit une quinzaine - se retrouvent côte à côte avec les agriculteurs et les salariés de la Chambre. Pour clôturer ce sinistre spectacle, les agriculteurs agressifs, les

salariés de la Chambre, la BAC et les policiers – dans une improbable *union sacrée anti-pellut* - marchent tous ensemble vers les militants lors de leur départ, comme pour les chasser. C'est un étrange sentiment mélange d'injustice, de peur et d'indignation qui traverse les militants.

Mercredi à 14h, environ 200 sympathisants de la lutte contre le barrage se rassemblent place de la Libération à Gaillac pour organiser un convoi alimentaire de ravitaillement en solidarité avec les derniers occupants. Des gens du coin, d'Aveyron ou encore d'Ariège ont ramené des pommes, des poireaux, du fromage, du pain etc. Les militants scandent "des poireaux, pas des fachos!". Au moment de partir groupés vers 15h, les GM bloquent la place et empêchent le convoi de se constituer. Au même moment, 30 miliciens attaquent la ZAD, détériorent des cabanes et tentent de brûler une caravane avec des chiens à l'intérieur. La colère s'empare des militants qui essaient de forcer le cordon de gendarmerie, certains se font maîtriser et isoler. D'interminables négociations commencent avec la mairie de Gaillac qui propose d'acheminer la nourriture avec une camionnette. Sceptiques, des opposants décident de le faire eux-mêmes avec une partie de la nourriture ; un convoi de 30 véhicules part finalement en fin de journée. La camionnette de la mairie ne partira jamais de la ville, des gendarmes de Gaillac refusant de lui ouvrir la voie jusqu'à la ZAD.

Le convoi qui arrive groupé à la proximité de la ZAD ne peut pas rentrer, bloqué par les pro puis par les GM. Les militants se dispersent par petits groupes pour tenter d'approvisionner malgré tout les occupants. Un convoi de 4 voitures se fait bloquer au lieu-dit Saint-Jérôme par une quinzaine de pro-barrage (armés de bâtons et piquets de clôture) qui ont déjà saccagé une voiture dans laquelle se trouvaient 4 jeunes occupants ; 2 gendarmes sont présents. Un camion réussit à prendre la fuite sans échapper à quelques coups de barre de fer, le reste du convoi est bloqué. Un militant sort de la voiture et est immédiatement propulsé dans le fossé, maîtrisé et menacé de mort. Les gendarmes ne bougent pas et n'essaient pas de tempérer les agresseurs. Alors que les militants tentent de partir pour éviter la confrontation, ils se font bloquer par une voiture. Un pick-up conduit par Laurent Viguié, secrétaire général de la FDSEA du Tarn, arrive en trombe, les pro déboulent sur une voiture, défoncent les vitres et le pare-brise, ils visent la tête des occupants du véhicule. Les gendarmes regardent impassibles et les laissent faire de même sur un deuxième véhicule. 6 des 15 agresseurs repartent dans le pick-up de Laurent Viguié sans que leur identité ne soit relevée par les gendarmes.

Les pro se distinguent par leur lâcheté et par la terreur qu'ils essaient de faire systématiquement régner. Le même jour, dans la forêt, ils agressent physiquement un couple de sexagénaires sympathisants de la ZAD et traquent pendant plus d'une heure une jeune occupante qui essaie de rentrer sur site. Ils menacent de tuer son chien mais, grands seigneurs ils ajoutent "les gars, la tuez pas elle, c'est une fille". Plus tard, alors que l'occupante perdue retrouve sa route à la lumière des fourgons de GM présents, elle

constatera que les pro plaisaient avec les gendarmes. La stratégie est efficace, elle avouera plus tard "j'ai vraiment cru que j'allais mourir".

Le même jour, un comité d'accueil d'agriculteurs de la FDSEA/J.A (Jeunes Agriculteurs) attend à Saint-Sulpice les 8 marcheurs partis le matin de Toulouse. Constatant l'agressivité des agriculteurs, les marcheurs rebroussement chemin pour aller dormir en sécurité. Les gendarmes se disent trop peu nombreux (une douzaine) pour assurer leur protection.

Jeudi, le moral est au plus bas sur la ZAD, des fausses alertes et confusions participent à maintenir les occupants dans un état de tension permanente. Des sympathisants arrivent sur zone la journée avec de la nourriture et 17 personnes rentrent sur la ZAD le soir: ce sang neuf fait chaud au cœur aux occupants.

Vendredi 6 mars 2015, jour de délibération de l'assemblée plénière du Conseil Général, une manifestation des opposants au projet de barrage à Sivens prévue à 10h à Albi a été interdite par la préfecture, des personnes pro-barrage ayant également appelé à y manifester. Alors que le ministre de la Défense Bernard Cazeneuve avait déclaré le 5 mars que l'expulsion aurait lieu le lundi 9 ou le mardi 10 mars, le préfet du Tarn, Thierry Gentilhomme, ordonne et met en exécution la procédure d'expulsion tôt le matin, commençant par la Maison des Druides. Il ne fait même pas mine d'attendre les résultats du vote au Conseil Général pour donner une quelconque légitimité à l'expulsion de la quarantaine d'occupants. Un arrêté signé le matin permet l'expulsion de toutes les parcelles de la zone, y compris celles que le Tribunal de Grande Instance d'Albi avait jugées non expulsables.

A l'appel du collectif TQYB, des opposants au projet de barrage se sont organisés tôt le matin à Gaillac afin de soutenir et récupérer les habitants de la ZAD fortement menacés aux abords de la zone. Manifestement, au vu des violences policières mises à nu depuis le début de l'occupation de la zone, le mot d'ordre donné aux forces de gendarmerie était clair : expulser « dans le calme » ce qui signifie donner à voir, via une très forte présence médiatique et des forces de l'armée en très grand nombre et pour l'occasion « assagies », un visage acceptable de l'Etat. A Gaillac, ville en état de siège quadrillée par les fourgons de GM et survolée en permanence par un hélicoptère, un groupe de sympathisants décide de rester sur la place de la Libération afin d'être un repère visible d'accueil et de rassemblement pour les personnes expulsées et leurs soutiens. Une assemblée y est organisée et il y est décidé d'habiter temporairement la place. Un autre groupe de personnes véhiculées se rapproche le plus possible de la ZAD afin d'y récupérer les expulsés. Les voies d'accès à la ZAD et à la Maison de la forêt étant

bloquées par des gendarmes mobiles, une vingtaine de véhicules se gare le long d'une des routes de Barat, au plus proche de la ZAD, durant plusieurs heures. Les pro-barrage n'ont eue aucun mal à passer les cordons de gendarmes, échangeant au passage des sourires complices et des paroles chaleureuses.

Le préfet, au prétexte de la forte présence des pro autour de la ZAD, met en scène l'expulsion groupée des occupants. Des voitures sympathisantes escortées par 4 fourgons de GM - sensés en ce jour particulier garantir leur sécurité - vont chercher les occupants à Barat puis les conduisent au niveau de l'entrée d'autoroute en direction de Toulouse. Le message subliminal semble être: "Merci de quitter le territoire, ici les milices font régner l'ordre républicain". A l'exception de 3 personnes restées cachées sur la ZAD - on voit que les technologies de la surveillance, notamment le drone qui a survolé la ZAD ce jour-là, ont encore des progrès à réaliser -, les deux derniers occupants sortent à 18h. Accompagnés de deux soutiens, ils partent à bord de leur propre véhicule et se font immédiatement pourchasser par une voiture de miliciens. Ceux-ci ont été identifiés, la plaque d'immatriculation de leur véhicule relevé et signalés à des gendarmes mobiles présents au même moment mais qui n'ont pas jugé utile de procéder à un contrôle d'identité. 21 personnes expulsées sont mises en garde à vue à l'issue de cette journée - pour refus d'obtempérer ou insulte - et amenées dans des commissariats de police du Tarn éloignés les uns des autres. Deux opposants, coupables de ne pas s'être laissés tabasser par les pro-barrage, sont interdits de présence et de circulation dans le département.

Une vingtaine d'opposants au barrage, dont des occupants expulsés, décident de passer la nuit place de la Libération. L'intelligence collective et l'autogestion se mettent en marche. Certains vont chercher des palettes et des cartons, certains construisent, d'autres aménagent l'espace etc. De quelques couvertures et déchets urbains naît un véritable petit cabanon en plein milieu de la ville. Au sommet est fièrement dressé un poireau en écho au slogan scandé tous les jours depuis le rassemblement du convoi alimentaire « des poireaux, pas des fachos ! ». L'esprit de la ZAD s'empare de la ville : à une chorale révolutionnaire succède un concert de rebetiko. Un feu est lancé dans un barbecue de récup'. La nuit se finit dans le calme et la convivialité. Certains ne dorment pas car il faut être vigilant en cas d'attaque des pro-barrage.

Le lendemain matin, samedi 7 mars, la place de la Libération se réveille plus vivante que jamais: des banderoles dans les arbres flottent au gré des quatre vents « ils divisent, on ZADitionne », « les ZADiens dans la ville », « 1 arbre abattu, 2 humains sans air, 3 oiseaux par terre » etc. Un infokiosk bien garni trône à côté du cabanon tagué de multiples slogans. Des crêpes, du café et du thé gratuits attendent les Gaillacois. Bon nombre d'entre eux ne viennent pas malgré les invitations. Par peur de briser les habitudes, peur du regard

extérieur des gens, de la presse ou bien de l'impressionnant dispositif de gendarmerie? Certainement un peu de tout ça. D'autant plus que le préfet, son directeur de cabinet et le maire de Gaillac sont présents pour que l'insoutenable cesse enfin: des gens du peuple se réapproprient l'espace public pour interpeller les honnêtes citoyens sur des affaires de politique locale qui les concernent. Des échanges informels ont lieu entre les politiciens et les militants pour tâter la température. Si la ligne est claire du côté des occupants : l'assemblée populaire de 14h doit se tenir ici même, les « représentants » du peuple semblent indécis et bien incapables de faire la synthèse des revendications - à priori raisonnables - des occupants, de leurs nombreux coups de fil (en haute sphère?) et de leurs délibérations.

A 10h45, un gradé de la gendarmerie vient finalement s'adresser aux occupants : le maire Patrick Gausserand a pris un arrêté interdisant « tous rassemblements, manifestations ou campements sauvages ayant une connotation de soutien ou d'opposition en rapport avec la création de cette retenue d'eau à Sivals [...] sur toutes les places et espaces favorisant les regroupements sur la commune de Gaillac, à compter du samedi 7 mars 2015 au 31 mars 2015. » il faut donc déguerpir avant une demie heure. Les occupants se concertent, « Nous sommes le peuple qui veut se libérer, on veut juste pouvoir s'organiser, que l'assemblée puisse se tenir ici sur l'agora de la place de la Libération. Symboliquement, on ne peut pas baisser les yeux et partir ! S'ils veulent nous traîner sur le bitume, qu'ils le fassent et l'assument! » lance l'un d'eux. Sans l'once d'une hésitation, tout le monde approuve. Est décidé de mettre en sûreté ce qui peut l'être : couvertures, nourriture, ustensiles de cuisine etc. et de se rassembler assis au milieu de l'agora avec pancartes et banderoles. Les occupants forment des cercles en se tenant groupés par les coudes. Plusieurs sommations n'entament pas leur motivation. Au contraire, des habitants de Gaillac et sympathisants forment une chaîne humaine pour protéger les téméraires survivants de cette éphémère ZAD urbaine. Les rouages de la puissante machine du maintien de l' « ordre » - ou de destruction des mouvements sociaux, selon le point de vue - se mettent en branle, sous les yeux ébahis de nombreux gaillacois. Les clameurs des résistants « Gaillac, avec nous, Gaillac, avec nous ! », « Police partout, justice nulle part » n'empêchent pas les policiers d'agir méthodiquement et de les séparer, les repousser et les traîner sur le bitume avec un impressionnant sang-froid. Certains – les plus inexpérimentés d'entre eux ? – semblent hésiter à l'écoute des invitations à retourner les armes « tu es un lâche, on défend la Terre et la Démocratie », « nous sommes la Jeunesse, lâche les armes et rejoins-nous ! ». Mais un gradé lambda, moins perméable aux arguments adverses, hurle en permanence dans les oreilles de ses subordonnés, comme pour les empêcher de réfléchir. Rapidement évacués et de nouveau regroupés à l'en-

trée de la place, les militants félicitent ironiquement les gendarmes, un clown activiste arrache même quelques larmes à un gendarme qui montre ainsi un signe d'humanité – c'est-à-dire de faiblesse ? Une nouvelle fois repoussés, le mot d'ordre passe rapidement parmi les militants : surtout ne pas se séparer. Jaillit l'idée de se rendre à la sortie de la ville – l'arrêté de la mairie ne sera plus opérant – en face du camp de rétention de femmes de Brens, qui servait d'escale à celles condamnées au camp de concentration durant la Seconde Guerre Mondiale – pour protester contre la privation des libertés fondamentales et la montée du fascisme. Un cordon de GM est franchi, l'assemblée populaire aura finalement lieu.

Certains grimpent dans un superbe chêne. *Prendre un peu de hauteur et respirer un bol d'air frais doivent pouvoir aider à y voir un peu plus clair. De tout là-haut, le tableau est on ne peut plus limpide. L'arbre – un chêne – symbolise la forêt de Sivens, les nombreuses bestioles et plantes protégées qui y habitent. Sous le pont coule une rivière – le Tarn – elle rappelle l'eau et tous les petits ruisseaux qui affluent en son sein. Plus loin, de l'autre côté du pont, au pied de la cathédrale, les robots gendarmes sont aux ordres, ils disent Amen à la moindre injonction de leurs supérieurs. Ils sont la foi incarnée, la foi dans la nouvelle religion des temps modernes, l'Economie. Sans le savoir, pour elle, ils tueraient Père et Mère. Juste derrière, de l'autre côté des grilles, le camp de rétention de Brens, souvenir lointain de temps plus sombres. Un temps durant lequel la « crise » servait de prétexte au Monstre abstrait qui nous gouverne, pour commettre avec ses innombrables tentacules toutes les atrocités envers les étrangers, les parasites, les « terroristes » et autres traîtres de la Nation. Pour les gens neutres, ceux qui passent en voiture, tout ça c'est du passé, cela n'arrivera plus jamais sous nos latitudes, dans nos régimes démocratiques. Eux se forment un avis bien objectif puisqu'ils écoutent toutes les opinions avant de se faire un jugement : le matin, ils lisent La Dépêche du Midi et Le Monde et le soir, ils zappent de la Une à la 6. Les zadistes et autres pelluts qui essaient tant bien que mal de se réunir sont les petits gens, d'ici et d'ailleurs, bien décidés à ce que les derniers espaces de liberté du territoire ne soient pas transformés en d'énormes marchandises, ils sont inquiets et suffisamment sereins pour comprendre que, pour que la folle locomotive ne s'arrête jamais d'accélérer, le Monstre est prêt à tout.*

L'assemblée finit par se tenir, des sympathisants la rejoignent petit à petit. Il est décidé de continuer à dénoncer l'action des milices et la complaisance de la gendarmerie et de toujours appeler à des actions décentralisées visant la FDSEA et les J.A. Pour ce faire, une mini-conférence de presse en face du camp de Brens est organisée. Concernant la suite des actions, il n'y a pas de consensus. nombreux sont ceux qui pensent qu'aller occuper nuitamment la place centrale à Lisle/Tarn ou le château sont trop dangereux au vu du nombre de pro-barrage dans ce village. Un pique-nique et une nouvelle assemblée sont programmés le lendemain à Lisle/Tarn. Après l'assemblée,

les gens se retrouvent, certains se dispersent. A la gueule du client, les gendarmes choisissent ou pas de laisser rentrer les gens dans Gaillac. Deux fourgons de GM bloquent l'entrée de la ville. A la tombée de la nuit, un pique-nique arrosé s'improvise sur des tapis sur la route, en face des GM. Des militants s'allongent sous les roues des camions de gendarmerie. Les moteurs s'allument et vrombissent, davantage de gens s'allongent. « Ça a assez duré ! » lance un gendarme. De nouveau, les militants sont traînés sur le bitume et repoussés virilement. Les gendarmes ne portent pas leur matricule. Pris de peur – c'est souvent lorsque les journalistes et les témoins ne sont plus là que les violences policières ont lieu – un occupant bifurque dans le camp de Brens en se faufilant dans la pénombre au-dessus du grillage. Symboliquement, il passera la nuit à l'intérieur au bord du Tarn. Les autres sont invités à se disperser et « disparaître ».

Le même jour, aux abords de la forêt de Sivens, des camions-bennes aux plaques d'immatriculation masquées évacuent les affaires des occupants de la ZAD, quatre personnes sont présentes dont Cédric Baciecko. Les affaires brûlent sur la D32 en direction de Montauban. 4 occupants accompagnés d'une voiture de journalistes arrivent pour prendre des photos de la scène, une opposante esquive un coup de pied en relevant les plaques d'immatriculation. 3 fourgons de GM arrivent et encerclent les sympathisants de la lutte. Un des quatre pyromanes, Cédric Baciecko, fait un signe à un gendarme haut-gradé qui se jette sur l'opposante qui filmait, il la maîtrise et essaie de lui subtiliser son téléphone, celle-ci s'y oppose, il finit par lâcher. Plus tard, le même Cédric Baciecko fouillera la voiture des "zadistes" sous les yeux bienveillants des gendarmes.

Dimanche 8 mars, dans un contexte de très forte présence militaire sur les routes, dans les villes et dans et aux abords de la ZAD où les forces armées procèdent à la destruction des habitats et matériels et au filtrage et fichage systématique des anciens occupants venus récupérer leurs affaires personnelles, le rassemblement au bord du lac de Lisle-sur-Tarn ne peut avoir lieu. En effet, la mairesse de la commune, Maryline Lherm, a pour l'occasion, signé un arrêté similaire à celui pris par la mairie de Gaillac, portant lui aussi interdiction de « tout attroupement, manifestation et rassemblement diurne ou nocturne, lié au dossier de Sivens [...] du samedi 7 mars 2015 à 00H au samedi 21 mars 2015 à 8H dans le périmètre du lac Bellevue, de l'aire de camping-car, de la place Paul Saissac, de la place de la République et des Promenades. ». Une personne tentant de s'y rendre en véhicule a témoigné de l'incompréhension par certains gendarmes eux-mêmes des ordres qu'ils reçoivent "je reçois des ordres contradictoires de mes supérieurs, je ne comprends pas, vous pouvez passer à vos risques et

périls” . Sur quels critères les gendarmes ont-ils laissé entrer les personnes venues de l'extérieur dans la ville ? La longueur des cheveux, les autocollants sur la voiture ? Un barbecue de personnes pro-barrage s'est d'ailleurs tenu ce dimanche au bord du lac de Lisle-sur-Tarn, ce qui confirme le caractère arbitraire et discriminatoire de cet arrêté et des agissements de l'exécutif de la mairie de Maryline Lherm.

L'assemblée générale peut finalement se tenir dans une ferme amie après une décision de dernière minute; environ 150 personnes y participent. C'est l'occasion pour de nombreux sympathisants de se retrouver, de partager un repas et d'échanger dans une ambiance chaleureuse. C'est également l'occasion de partager à chaud ses émotions et analyses pour clôturer (au moins temporairement) un épisode important de la lutte : celui de l'occupation. Et d'ouvrir une nouvelle phase « sous-marine » - moins visible, et plus subtile - d'organisation et d'enracinement local.



"Ce ne sera pas la manifestation des pro-barrage contre les écologistes, mais celle du ras-le bol contre les 'zadistes', des mercenaires venus de partout, qui utilisent la violence contre un projet qui a suivi un processus démocratique"

(Philippe Bardy, FDSEA du Tarn)